

Événement

Amélie Oudéa-Castéra Six mois à l'école publique... et puis s'en va

Critiquée pour avoir scolarisé ses enfants à Stanislas, établissement privé conservateur, la nouvelle ministre de l'Éducation nationale avait justifié sa décision en raison «des paquets d'heures pas remplacées» dans le public. Où son fils aîné n'a en réalité passé que quelques mois de petite section maternelle.

Par Cécile Bourgneuf et Pauline Moullot



La ministre de l'Éducation nationale, Amélie Oudéa-Castéra, vendredi à Andrésey. - Photo denis Allard

Une ministre de l'Éducation nationale qui met ses enfants dans le privé, ça la fiche mal. Mais quand celle-ci, la toute fraîchement nommée Amélie Oudéa-Castéra, se justifie de cette polémique en dézinguant l'école publique qu'elle est censée défendre, c'est encore pire. D'autant que les arguments de l'ancienne tennismoman de 45 ans pourraient être fragilisés par les informations recueillies par *Libération*. Notamment le fait que l'expérience du public par ses enfants se résume à six mois de petite section de maternelle.

Tout commence vendredi, vingt-quatre heures à peine après son arrivée rue de Grenelle, lorsque la ministre au portefeuille XXL (outre l'Education, il comporte les Sports, la Jeunes les JO), se déplace dans un collège des Yvelines au côté du Premier ministre, Gabriel Atta

Répondant aux révélations de *Mediapart* sur la décision de scolariser ses trois fils dans l'établissement catholique privé Stanislas (VI^e arrondissement de Paris), sous contrat d'association avec l'Etat, Amélie Oudéa-Castéra invoque *«la frustration [des] parents, moi et moi, qui avons vu des paquets d'heures qui n'étaient pas sérieusement remplacées [dans le] public, ndlr]. Et à un moment, on en a eu marre [...] on a fait un choix d'aller chercher une solution différente»*. La seule expérience de son fils aîné, Vincent, *«qui a commencé comme maman à l'école publique, à l'école Littré»* confronté à des profs absents et non remplacés aurait donc convaincu ses parents de traverser la rue pour inscrire la fratrie à «Stan», un établissement conservateur.

«Je me sens attaquée»

Le tableau dépeint par Amélie Oudéa-Castéra semble en réalité largement exagéré. Selon les informations, Vincent, né en 2006, n'a passé qu'un semestre à l'école maternelle publique Littré, dans le VI^e arrondissement de Paris. Il y a été scolarisé six mois en petite section, à partir du deuxième trimestre de l'année scolaire 2008-2009, donc en janvier 2009. *«Ce que dit le ministre est archifaux, ça m'a horrifiée»*, réagit Florence. Cette professeure aujourd'hui à la retraite est en colère depuis les déclarations d'Amélie Oudéa-Castéra. Et pour cause, Florence était l'enseignante de Vincent et ne digère pas d'avoir été ainsi pointée du doigt. *«Je me suis personnellement attaquée. Je n'ai pas été absente et quand bien même cela aurait été le cas, on était toujours remplacé. Il n'y a jamais eu de problème de remplacement à Littré qui est une petite école très cotée.»*

Selon elle, la raison pour laquelle la ministre a décidé de changer son fils d'école pour le petit Vincent n'a *«rien à voir avec des problèmes de remplacement inexistant»*. Vincent, un *«petit garçon très mignon»* entre à l'école Littré en 2009, en cours d'année, au deuxième trimestre. Il vient d'avoir 3 ans et démarre doucement, en allant en cours seulement le matin. *«C'est sa nouvelle qui venait le chercher le midi»*, se souvient Florence qui croise ses parents, décrits comme *«charmants»*, le matin. Son père, Frédéric Oudéa, numéro 2 de la Société générale en devenant le PDG en mai 2009. Sa mère, Amélie Oudéa-Castéra, occupe à cette époque un gros poste chez Axa. Tout se passe bien, jusqu'au mois de juin.

«Il a beaucoup souffert»

«Vincent avait du mal à s'adapter à l'école et j'apprends à ce moment-là que ses parents voulaient qu'il passe en moyenne section en septembre alors qu'il faut avoir 4 ans

normalement. Et on a refusé, d'autant plus que c'était à son désavantage parce qu'il n'était encore mature. On a refusé pour son bien ! Je me souviens avoir dit à la ministre : "Il a beaucoup souffert, laissez-le moi une année de plus." Mais elle ne voulait pas qu'il se retrc avec des plus petits, alors ils l'ont envoyé à Stanislas, qui l'a accepté.»

Vincent ne serait donc resté que six mois à l'école Littré. Ses deux frères, nés en 2008 et en 2011, n'ont jamais mis les pieds dans le public. Contactée par *Libération*, la ministre conteste fermement tout départ vers Stanislas en raison d'un refus de passage anticipé en moyenne section de maternelle. *«Je ne sais pas d'où vous sortez cet élément à côté de la vérité»*, attaque-t-elle. Et d'assurer qu'elle et son mari étaient *«régulièrement perturbés da [leur] organisation parce que les cours sautaient»*. Invitée à détailler, elle indique ne pas av de souvenir précis du nombre de journées qu'aurait perdues son fils. De la même manière assure également ne pas avoir en tête le nom de l'enseignante de l'époque, ni si son fils e cette année-là entré à l'école en janvier 2009 comme l'affirme son ancienne professeure. *« il n'est pas exclu que ce soit cette hypothèse»*, reconnaît-elle. En tout cas, c'est selon Amé Oudéa-Castéra pour ces supposées absences à répétition qu'elle a *«demandé un rendez- à Stan, parce qu'on habitait rue Stanislas. Pas pour des raisons idéologiques, je ne suis pa catholique»*, conclut-elle.

Face aux propos de sa première apparition publique en tant que ministre de l'Education, A Oudéa-Castéra garde la même ligne de défense que samedi : *«Je regrette vraiment d'avo blessé, ce n'était nullement mon intention. J'en suis désolée. C'est tellement loin de mes convictions et de mon ambition pour l'école publique que j'en suis malheureuse. Ce que je regrette pas c'est de dire les difficultés auxquelles sont confrontées les familles aujourd'hu a besoin de régler ce problème de remplacement. Aujourd'hui, près de 15 millions d'heure sont pas faites.»*

«Faute majeure»

Pour appuyer ses précisions, la ministre cite une autre mère d'élèves qui aurait transféré s enfants du public Littré au privé Stanislas pour les mêmes raisons. Les deux fils de Delphir Ravon, proche d'Amélie Oudéa-Castéra, ont été scolarisés en petite section et moyenne section de maternelle en 2008-2009. Contactée par *Libération*, celle-ci confirme que c'est *«essentiellement pour cette raison d'absences, difficiles à gérer quand on a une activité professionnelle»*, que ses enfants sont partis dans le privé. Sans pouvoir donner plus de d sur d'éventuels manquements de l'équipe.

Depuis la polémique, plusieurs avis Google ont été publiés sur la page de l'école Littré pou soutenir l'école et son personnel. Cécile, dont les enfants ont été scolarisés à partir de 201 souvent auprès de *Libé* d'un établissement *«exemplaire»*. La fille de Julie (1) était en CM2

à Littré, «une excellente école», l'année dernière. «Il y a eu régulièrement des remplacements soit avec du personnel extérieur qui venait en détachement, ou bien par la directrice elle-même», explique-t-elle. Si Elvire (1), prof de lettres modernes en REP + et dont la fille a été inscrite à Littré du CE1 au CM2, reconnaît que «l'école publique est malade», l'établissement situé dans un très chic arrondissement parisien et qui accueille une majorité d'élèves favorisés ne souffre à ses yeux «jamais d'heures ratées, sauf une journée pédagogique par-ci par-là».

Les excuses de la nouvelle ministre ne passent pas auprès de la communauté enseignante, «ulcérée», «blessée», «trahie» par les propos d'«AOC», qui est d'ailleurs censée recevoir les conclusions d'une enquête administrative visant le collège-lycée Stanislas, pour des accusations d'homophobie et de sexisme. «Elle attaque l'école républicaine laïque et gratuite dès sa prise de parole alors qu'elle doit la défendre, p lui taper dessus, estime Guislaine David, secrétaire générale du SnuiPP-FSU, premier syndicat du primaire. C'est une faute majeure. On a un problème de remplacement au premier degré à cause de la politique menée par Macron. Jean-Michel Blanquer a dédoublé les classes de CP et de CE1 en éducation prioritaire sans augmenter le nombre de postes. Résultat, c'est le vivier de remplaçants qui a été asséché !»

«Elle s'est disqualifiée»

«Si elle a menti devant les caméras, devant les professeurs, ça ne laisse rien augurer de bon pour la suite, s'agace Sophie Vénéitay, du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire. Comment on va pouvoir lui faire confiance maintenant ? Elle s'est disqualifiée dès le premier tour du tournoi.» Claude Allègre, ministre de l'Éducation de 1997 à 2000 dans le gouvernement de Jospin, a déjà fait l'expérience de débuts ratés en s'attaquant au «mammouth» que représenterait son ministère. «Il ne s'est jamais relevé d'avoir attaqué l'absentéisme des parents dès sa prise de fonction, rappelle l'historien Claude Lelièvre. Les enseignants ne lui ont jamais pardonné.»